

CONFERENCE DE PRESSE DU 26 MAI 2009

Mieux soutenir les étudiant(e)s de la formation professionnelle supérieure créera aussi plus d'équité

Paul Rechsteiner, président de l'USS

1. Parce qu'elle concerne la grande majorité des jeunes professionnel(le)s, la formation professionnelle supérieure doit être mieux soutenue. Celle-ci est d'abord conçue pour celles et ceux qui ont terminé un apprentissage (sans maturité professionnelle), il est donc très important que tout jeune concerné puisse acquérir, sous une forme reconnue, une qualification supérieure. Pour eux – la grande majorité des personnes exerçant une profession et dont la formation est à dominante pratique – la formation professionnelle supérieure est le principal outil pour développer leurs qualifications. De plus, elle crée aussi plus d'équité au plan social. Lui donner plus de poids représente ainsi un investissement social des plus judicieux.
2. La formation professionnelle supérieure touche beaucoup de monde. Aujourd'hui, 30 % des hommes et 14 % des femmes exerçant une activité lucrative obtiennent un diplôme à ce niveau. Ce qui, en soi, montre déjà la nécessité d'encourager spécialement les femmes à ce chapitre. Toutefois, par rapport à la formation en haute école spécialisée (HES), la formation professionnelle supérieure subit actuellement une certaine perte d'image, bien que dans une mesure encore restreinte. Deux raisons à cela : primo, l'État ne contribue qu'à hauteur de 140 millions de francs environ (2006) à son financement, soit 0,5 % seulement ! Deuzio, contrairement à ceux des HES, les diplômes de la formation professionnelle supérieure ne sont guère connus au plan international, ce qui rend leur validation difficile à l'étranger.
3. Les personnes qui obtiennent un diplôme de formation professionnelle supérieure sentent bien que l'État lui accorde peu d'importance. Les étudiant(e)s des universités et des HES bénéficient, sous forme de bourses, d'un soutien beaucoup plus généreux. Et, généralement, ils paient des taxes d'études moindres. Il serait donc logique que l'État augmente substantiellement sa contribution financière d'environ 120 millions de francs¹. Modestes, ces fonds doivent inciter directement les jeunes à suivre une formation continue – ce qui exige aujourd'hui un important investissement en temps et en argent de leur part – et à soutenir leurs efforts en ce sens.

¹ Ce montant part de l'idée qu'environ 40 % des 60 000 jeunes ayant terminé un apprentissage convertiraient chaque année leurs bons de formation continue.

4. La formation professionnelle supérieure, à laquelle un certificat de capacité fédéral de capacité donne accès, a aussi un avenir, comme les HES. De par sa complexité, le monde du travail suppose une formation en conséquence. S'y ajoute qu'en Suisse, l'État et les partenaires sociaux se sont fixés un but clair, à savoir que, d'ici 2015, 95 % des jeunes ayant terminé leur scolarité obligatoire obtiennent un diplôme du degré secondaire II. Ainsi, le nombre des jeunes terminant un apprentissage « normal » croîtra à son tour fortement. Mais, pour que le plus grand nombre possible d'entre eux obtiennent un diplôme de formation professionnelle supérieure, celle-ci doit devenir plus attrayante. Pour l'USS, cela passe avant tout par la création d'un bon de formation.
5. Ce dernier sera aussi, pour celles et ceux qui ont terminé un apprentissage, une réponse à la crise et à l'augmentation du chômage qui les frappent tout particulièrement. Certes, ce seront plutôt les professionnel(le)s ayant deux ou trois années de pratique, c'est-à-dire de 23 ans et plus, qui feront usage de ce bon, mais comme ils suivront une formation, des emplois seront libérés pour les jeunes qui ont terminé leur apprentissage.

* * * * *